

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 JUILLET 1919.

Projet de loi sur les assemblées d'obligataires (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VERACHTERT.

MESSIEURS,

Le projet de loi sur les assemblées d'obligataires paraît être inspiré, d'après l'exposé des motifs, par le souci de sauver de la ruine certaines sociétés industrielles ou financières qui sont victimes de la crise économique provoquée par la guerre.

Il ne nous a pas été possible, — faute de renseignements —, d'apprécier jusqu'à quel point cette situation serait générale ou particulière, à quelques sociétés seulement.

Cet élément a cependant son importance au point de vue de l'utilité et de l'urgence à modifier une législation qui existe à peine depuis quelques années.

C'est sous le bénéfice de cette remarque préliminaire, que la section centrale a examiné le projet qui a été admis par toutes les sections.

Il y a lieu d'observer tout d'abord que les modifications proposées semblent avoir égard aux intérêts des actionnaires et des administrateurs plutôt qu'à ceux des obligataires.

L'article 91 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales accorde à l'assemblée générale des obligataires différents droits, entr'autres, de proroger une ou plusieurs échéances d'intérêts, de consentir à la réduction du taux, de prolonger la durée de l'amortissement, de le suspendre,

(1) Projet de loi, n° 153.

(2) La Section centrale, présidée par M. Mechelynck, était composée de MM. Hamman, de Liedekerke, Van de Vyvere, Verachtert, Van Cleemputte et Troclet.

d'accepter la substitution d'actions aux créances des obligataires. L'assemblée a donc le pouvoir de modifier le caractère essentiel du titre de l'obligataire. Celui-ci en effet est un créancier qui a entendu placer ses fonds de façon à en retirer un revenu invariable connu d'avance ; il n'a pas, comme l'actionnaire, l'intention de participer aux vicissitudes de la vie même de la société ; il a voulu éviter l'aléa auquel s'expose l'actionnaire, se contentant de faire fructifier son avoir dans des proportions modestes, mais fixes, plutôt que de spéculer sur des rendements plus considérables mais variables et incertains en s'associant aux risques mêmes des opérations de la société.

Cet article 91 se justifie parfaitement. Il peut y avoir des cas ou des moments dans la vie d'une société où les mesures qui sont soumises ainsi aux délibérations des assemblées d'obligataires, s'imposent dans l'intérêt de ceux-ci comme dans l'intérêt de la société même.

L'article en question n'est d'ailleurs applicable aux obligations émises antérieurement à la mise en vigueur de la loi de 1913, que pour autant qu'il s'agisse d'accorder aux porteurs de ces obligations des suretés particulières et de prendre des dispositions qui en sont la conséquence. (Art. 191 alinéa 2.)

Mais le projet de loi abroge précisément cette réserve (art. 4), ce qui permet d'atteindre rétroactivement le droit acquis de l'obligataire qui est exposé ainsi à perdre la garantie inhérente à sa qualité de créancier et dans laquelle il peut avoir trouvé précisément le motif principal du choix de son placement.

On dira que les obligataires eux-mêmes sont juges de leurs intérêts, et qu'il dépend en somme d'eux, — ou tout au moins de leur majorité —, d'accepter ou de refuser les mesures énumérées par l'art. 91 et soumises à leur délibération.

Il en est en effet ainsi, mais il s'agit de savoir précisément si la décision prise est bien l'expression vraie de la volonté des obligataires.

L'art. 2 du projet modifie en effet fondamentalement l'art 94 des lois coordonnées.

D'après ce dernier article les décisions de l'assemblée sont obligatoires, si elles sont votées par des porteurs d'obligations représentant les $\frac{2}{3}$ du montant des titres en circulation, dans les cas prévus par les n° 1 à 5 inclus de l'art. 91, et, à la simple majorité des titres représentés, dans le cas prévu par le n° 6.

Dans ces conditions on peut dire que le vote est l'expression de la volonté des obligataires, la majorité des intérêts étant incontestablement représentée.

Mais d'après le projet, l'assemblée peut délibérer si ses membres représentent la moitié au moins des titres en circulation et on va même plus loin : si la condition susdite de la moitié du montant des titres en circulation n'est pas remplie, l'assemblée convoquée une seconde fois délibère valablement, quelle que soit la portion représentée ; et la proposition est admise si elle est votée par des membres représentant les $\frac{3}{4}$ du montant des obligations pour lesquelles il est pris part au vote.

Cette innovation peut avoir pour résultat que la décision soit prise par une véritable minorité.

On objectera que les obligataires n'ont qu'à être présents et que le projet prescrit du reste de plus larges mesures de publicité à donner à la convocation. En fait celle-ci peut échapper et échappera souvent à leur attention, ces assemblées étant pour eux chose rare et insolite.

Une autre modification d'une portée considérable, c'est la suppression de l'alinéa 2 de l'art. 92, qui stipule que les décisions prises dans le cas prévu par les nos 2, 3 et 4 de l'article 91 ne sont valables que si le capital social est entièrement appelé.

Pourquoi cette suppression ? Convient-il de demander à l'obligataire des concessions ou des sacrifices aussi longtemps que l'actionnaire n'a pas été invité à libérer ses titres ? Il faut évidemment réclamer d'abord à l'actionnaire, débiteur de la société, l'exécution d'un engagement qu'il a pris formellement vis à vis de la Société, avant de solliciter un geste plutôt gracieux de l'obligataire créancier. En abrogeant l'alinéa 2 de l'art. 92, on favorise donc indirectement les actionnaires aux dépens des obligataires qui trouvent dans cet alinéa un obstacle aux sollicitations intempestives qui pourraient leur être faites par l'administration de la société.

Est-ce à dire qu'il faut conclure au rejet du projet ?

La section centrale ne va pas jusque là. Elle reconnaît, avec l'exposé des motifs, que des considérations d'équité ainsi que le souci de l'intérêt général font souhaiter que les entreprises qui se débattent dans les difficultés de l'heure présente puissent en sortir honorablement. Il est incontestable que les dispositions légales existantes sur les assemblées d'obligataires, tant en restreignant l'application des art. 89 à 98 aux obligations émises après l'entrée en vigueur de la loi de 1913, qu'en exigeant pour les décisions à prendre par les assemblées un nombre assez élevé de consentants sont d'application si malaisée qu'elles n'ont pour ainsi dire aucune utilité pratique. Et bien que les lois de 1893 et 1913 soient le fruit d'études approfondies, il paraît désirable et même nécessaire, dans la crise terrible que nous traversons, de reviser, au moins provisoirement, les dispositions susdites.

Mais s'il y a lieu de corriger dans la législation sur la matière un esprit de protection exagéré en faveur des opposants ou des absents, il faut, nous semble-t-il éviter en même temps de tomber dans l'excès contraire d'autant plus qu'aucune distinction n'est faite entre les cas de mauvaise gestion et celui de crise due aux circonstances du moment.

La section centrale se rallie donc à la suppression de l'article 191 alinéa 2. La plupart des obligations ayant été émises avant la loi de 1913, il est clair que sans cette modification la loi projetée manquerait son but et n'aurait même pas de raison d'être.

Dans le même ordre d'idées, malgré les inconvénients que nous avons signalés et la possibilité d'abus, votre section centrale estime pouvoir admettre l'art. 2 du projet quant aux conditions de présence et de majorité. Encore une fois, les considérations que fait valoir l'exposé des motifs quant

aux difficultés très réelles de réunir présentement une assemblée d'obligataires délibérant dans les conditions requises par l'art. 92 pour prendre des décisions valables, peuvent justifier en quelque sorte le relâchement qui caractérise la loi projetée.

Mais nous sommes d'avis qu'une très large publicité doit être donnée à ces convocations. Le projet a fait un pas dans ce sens, mais il paraît insuffisant. Votre section centrale propose donc de compléter l'article premier en décidant que ces convocations seront faites dans deux journaux de chaque province.

L'alinéa suivant de cet article, tout en prescrivant la convocation des obligataires en nom par lettres missives, dispense de la justification de cette formalité. A quoi bon prendre des mesures qui n'ont aucune sanction ? Il ne s'agit pas du reste d'une simple formalité mais d'un moyen efficace de porter la convocation à la connaissance des obligataires en nom. Si ceux-ci sont généralement peu nombreux, l'exécution de cette prescription sera d'autant plus facile. Il y aurait donc lieu d'insérer dans le projet que les lettres missives doivent être recommandées à la poste.

Quant à l'alinéa 2 de l'art. 92, la section centrale est d'avis qu'il doit être maintenu. L'exposé des motifs ne s'explique pas au sujet de la nécessité ou de l'opportunité de son abrogation ; on n'y fait même aucune allusion, mais il n'est pas reproduit dans le projet. (Art. 2.) Cette suppression ne se justifie en aucune façon ; nous nous sommes déjà expliqué à ce sujet.

La section centrale est d'accord sur les autres articles du projet, mais si une revision de la loi du 23 mai 1913 peut être l'œuvre d'après-demain, ainsi que l'exposé des motifs semble le faire entrevoir, nous formons le vœu de voir revenir en même temps sur les articles dont la modification projetée est surtout inspirée par l'état passager de trouble et de crise dans lequel se débat le pays.

Le rapporteur,

Joz. M. VERACHTERT.

Le président,

A. MECHELYNCK.



(5)

PROJET DE LOI

ET

Texte proposé par la section centrale

Projet de loi.

ARTICLE PREMIER.

L'article 90 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales est remplacé par la disposition suivante :

« Les convocations à l'assemblée générale sont faites par annonce répétée deux fois, à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée, dans le *Moniteur belge*, dans deux journaux de Bruxelles et dans deux journaux de la province ou de l'arrondissement où se trouve le siège social.

Des lettres-missives sont adressées huit jours avant l'assemblée aux obligataires en nom, mais sans qu'il doit être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Quand toutes les obligations sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre recommandée.

L'objet des propositions qui seront soumises à l'assemblée est spécialement indiqué dans la convocation. »

ART. 2.

L'article 92 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales est remplacé par la disposition suivante :

« La société doit mettre à la disposition des obligataires, au début de la réunion, un état des obligations en circulation.

Wetsontwerp.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 90 van de samengeordende wetten betreffende de vennootschappen van koophandel is door de volgende beschikking vervangen :

« De bijeenroepingen tot de algemeene vergadering worden gedaan door middel van aankondigingen met eene tusschenruimte van ten minste acht dagen, en acht dagen vóór de vergadering tweemaal gedrukt in het *Staatsblad*, in twee dagbladen van Brussel en in twee dagbladen in de provincie of in het arrondissement waar de zetel der vennootschap gevestigd is.

Een geschreven uitnodiging wordt acht dagen vóór de vergadering toegezonden aan de houders van obligatiën op naam, doch er moet geen bewijs worden overgelegd van de vervulling dezer formaliteit.

Wanneer al de obligatiën op naam zijn, mogen de oproepingsbrieven eenvoudig bij aangeteekenden brief verzonden worden.

De inhoud der voorstellen, die aan de vergadering zullen worden onderworpen, wordt in de oproepingsbrieven in 't bijzonder vermeld. »

ART. 2.

Artikel 92 der samengeordende wetten betreffende de vennootschappen van koophandel is door de volgende beschikking vervangen :

« De vennootschap moet bij den aanvang der samenkomst een staat van de in omloop zijnde obligatiën ter beschikking van de obligatiehouders stellen.

Texte proposé par la Section centrale.

ART. PREMIER.

L'article 90 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales est remplacé par la disposition suivante :

« Les convocations à l'assemblée générale sont faites par annonce insérée deux fois, à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée, dans le *Moniteur belge* et dans deux journaux de chaque province.

Des lettres missives, recommandées à la poste, sont adressées huit jours avant l'assemblée aux obligataires en nom.

Quand toutes les obligations sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre recommandée.

L'objet des propositions qui seront soumises à l'assemblée est spécialement indiqué dans la convocation. »

ART. 2.

L'article 92 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales est remplacé par la disposition suivante :

« La société doit mettre à la disposition des obligataires, au début de la réunion, un état des obligations en circulation.

Les décisions prises dans les cas prévus par les n°s 2, 3 et 4 de l'ar-

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 90 van de samengeordende wetten op de vennootschappen van koophandel wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De bijeenroepingen tot de algemeene vergadering worden gedaan door middel van aankondigingen tweemaal opgenomen met eene tusschenruimte van ten minste acht dagen en acht dagen vóór de vergadering, in het *Staatsblad* en in twee dagbladen in elke provincie.

Een geschreven uitnoodiging, *ter post aangeteekend*, wordt acht dagen vóór de vergadering toegezonden aan de houders van obligatiën op naam.

Wanneer al de obligatiën op naam zijn, mogen de oproepingsbrieven eenvoudig bij aangeteekenden brief verzonden worden.

De inhoud der voorstellen, die aan de vergadering zullen worden onderworpen, wordt in de oproepingsbrieven in 't bijzonder vermeld. »

ART. 2.

Artikel 92 der samengeordende wetten op de vennootschappen van koophandel wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De vennootschap moet bij den aanvang der vergadering een staat der in omloop zijnde obligatiën ter beschikking van de obligatiehouders stellen.

De beslissingen, genomen in de gevallen voorzien bij de n°s 2, 3 en 4

Projet de loi.

L'assemblée ne peut valablement délibérer que si ses membres représentent la moitié au moins du montant des titres en circulation.

Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibère valablement quelle que soit la portion représentée du montant des titres en circulation.

Aucune proposition n'est admise que si elle est votée par des membres représentant ensemble, par eux-mêmes ou par leurs mandants, les trois quarts au moins du montant des obligations pour lesquelles il est pris part au vote.

Toutefois, les conditions de présence et de majorité spécifiées ci-dessus ne sont pas requises dans les cas prévus par les numéros 5 et 6 de l'article précédent.

Les décisions, dans les cas susdits, peuvent être prises à la simple majorité des titres représentés. »

ART. 3.

L'article 94 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales est remplacé par la disposition suivante :

« Les dispositions du premier alinéa de l'article 74 relatives aux délibérations, aux votes et aux procès-verbaux des assemblées générales d'actionnaires, ainsi que les

Wetsontwerp.

De vergadering kan alleendangeldig beraadslagen wanneer de aanwezige leden ten minste de helft van het bedrag der in omloop zijnde titels vertegenwoordigen.

Wordt deze voorwaarde niet vervuld, dan is eene nieuwe oproeping noodig, en de nieuwe vergadering beraadslagt opgeldige wijze, welk deel van het bedrag der in omloop zijnde titels vertegenwoordigd zij.

Geen enkel voorstel wordt aangenomen, indien het niet gestemd is door leden die te zamen, door zichzelf of door hunne lastgevers, ten minste drie vierden vertegenwoordigen van het bedrag der obligatiën, welke bij de stemming in aanmerking komen.

De hierboven aangeduide voorwaarden van aanwezigheid en van meerderheid worden echter niet vereischt in de gevallen, bij de nummers 5 en 6 van het vorig artikel voorzien.

In die gevallen mogen de beslissingen genomen worden bij eenvoudige meerderheid der vertegenwoordigde titels. »

ART. 3.

Artikel 94 der samengeordende wetten op de vennootschappen van koophandel wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Het bepaalde in het eerste lid van artikel 74 betreffende de beraadslagingen, de stemmingen en de processen-verbaal der algemeene vergaderingen van aandeelhouders,

Texte proposé par la Section centrale.

Article précédent ne sont valables que si le capital social est entièrement appelé.

(La suite de l'article comme au projet.)

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

van het vorig artikel, gelden alleen indien het maatschappelijk kapitaal geheel wordt opgevorderd.

(Het overige zooals in het ontwerp van de Regeering.)

ART. 3.

(Comme au projet du Gouvernement.)

ART. 3.

(Zooals in het ontwerp van de Regeering.)

Projet de loi.

dispositions des statuts relatives aux formalités nécessaires pour y être admis, sont applicables aux assemblées générales des obligataires. »

ART. 4.

L'alinéa 2 de l'article 191 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales est abrogé.

L'alinéa 3 de cet article est rédigé comme suit :

« Toutefois, l'article 100 n'est pas applicable aux obligations émises antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi. »

Wetsontwerp.

alsmede het bepaalde in statuten betreffende de vormvereischten om daartoe te worden toegelaten, zijn van toepassing op de algemeene vergaderingen van de obligatiehouders. »

ART. 4.

Lid 2 van artikel 191 der samengeordende wetten op de vennootschappen van koophandel wordt ingetrokken.

Lid 3 van dit artikel wordt gelezen volgt :

« Artikel 100 is evenwel niet van toepassing op de obligatiën uitgegeven vóór het in werking treden van deze wet. »



Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

ART. 4.

(Comme au projet du Gouverne-
ment.)

ART. 4.

(Zooals in het ontwerp van de
Regeering.)



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 JULI 1949.

Wetsontwerp

betreffende de vergaderingen van obligatiehouders (1)

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VERACHTERT.

MIJNE HEEREN,

Volgens de Memorie van Toelichting zou het wetsontwerp betreffende de vergaderingen van obligatiehouders ingegeven zijn door de bezorgdheid om sommige industriële of financiële maatschappijen, welke onder de economische oorlogscrisis hebben geleden, van den ondergang te redden.

Bij gebrek aan inlichtingen was het ons niet mogelijk nā te gaan in welke mate deze toestand algemeen of aan slechts enkele maatschappijen eigen zou zijn.

Dit feit ware echter van belang om te kunnen oordeelen over het nut en de hoogdringendheid van de wijziging eener wet, welke nauwelijks sedert eenige jaren bestaat.

Onder voorbehoud van deze voorafgaande bemerking heeft de Middenafdeeling het ontwerp onderzocht, dat door al de afdeelingen werd aangenomen.

Er dient vooreerst te worden aangemerkt dat de voorgestelde wijzigingen meer de belangen der aandeelhouders en der beheerders dan die van de obligatiehouders schijnt in aanmerking te nemen.

Artikel 91 van de samengeordende wetten op de vennootschappen van koophandel kent aan de algemeene vergadering der obligatiehouders onderscheidene rechten toe, onder andere, één of meer vervalltermijnen van

(1) Wetsontwerp, n° 183.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Meehelynck, bestond uit de heeren Hamman, de Liedekerke, Van de Vyvere, Verachttert, Van Cleemputte en Troclet.

interessen te verlengen, toe te stemmen in de vermindering van het bedrag van den interest, den duur der aflossing te verlengen, deze te schorsen, toe te staan dat aandelen in de plaats van de schuldvorderingen der obligatiehouders gesteld worden. De vergadering is dus gemachtigd, het hoofdzakelijk kenmerk van den titel van den obligatiehouder te wijzigen. Deze is inderdaad een schuldeischer, die zijne gelden zoodanig wilde beleggen dat hij een vast en vooraf gekend inkomen daarvan kon trekken; hij is niet, zooals de aandeelhouder, er op uit, de wisselvalligheden van het vennootschappelijk leven zelf te deelen; hij heeft het risico willen vermijden, waaraan de aandeelhouder zich blootstelt, en doet zijn vermogen bescheiden, doch vaste winsten opbrengen, liever dan op grootere, doch veranderlijke en onzekere opbrengsten te speculeeren door aan de risico's zelve van de verrichtingen der vennootschap deel te nemen.

Dit artikel 91 is volkomen gegrond. Er kunnen zich gevallen of oogenblikken in het leven eener vennootschap voordoen, waar de maatregelen, alzoo aan de beraadslagingen der vergaderingen van obligatiehouders onderworpen, zich opdringen zoowel in het belang van dezen als in dat der vennootschap zelve.

Bedoeld artikel is overigens op de obligatiën, welke vóór het in werking treden der wet van 1913 zijn uitgegeven, slechts van toepassing voor zooveel het er om te doen is, aan de houders dezer obligatiën bijzondere waarborgen te verleenen en de daardoor opgelegde maatregelen te nemen. (Art. 191, lid 2.)

Doch het wetsontwerp schaft juist dit voorbehoud af (art. 4); zóó kan het verworven recht van den obligatiehouder op terugwerkende wijze worden getroffen, en deze is bijgevolg er aan blootgesteld, den aan zijne hoedanigheid van schuldeischer eigen zijnde waarborg te verliezen, om welken waarborg hij juist die belegging verkoos.

Men zal aanvoeren dat de obligatiehouders zelve over hunne belangen moeten oordeelen en dat het overigens van hen — of althans van hunne meerderheid — afhangt, de maatregelen, door artikel 91 opgesomd en aan hunne beraadslaging onderworpen, te aanvaarden of af te wijzen.

Dit is inderdaad zóó, doch men dient te weten of de genomen beslissing den wil der obligatiehouders wel degelijk weergeeft.

Inderdaad, artikel 2 wijzigt geheel en al artikel 94 der samengeordende wetten.

Volgens het laatste artikel zijn de beslissingen der vergadering bindend, indien zij aangenomen worden door houders van obligatiën, die $\frac{2}{3}$ van het beloop der in omloop zijnde titels vertegenwoordigen, in de gevallen voorzien bij de n^{rs} 1 tot en met 5 van artikel 91, en, in het geval voorzien door n^o 6, bij enkele meerderheid van de vertegenwoordigde titels.

Onder deze omstandigheden mag men zeggen dat de stemming de uiting is van den wil der obligatiehouders, daar de meerderheid der belangen ontegensprekelijk vertegenwoordigd is.

Volgens het ontwerp kan echter de vergadering beraadslagen, indien hare

leden ten minste de helft der in omloop zijnde titels vertegenwoordigen; men gaat zelfs verder : indien aan voormeld vereischte van de helft der in omloop zijnde titels niet is voldaan, doet de eene tweede maal opgeroepen vergadering geldig uitspraak, welk ook het vertegenwoordigd gedeelte zij; en het voorstel wordt aangenomen, indien daarvoor wordt gestemd door leden die $\frac{3}{4}$ vertegenwoordigen van het beloop der obligatiën, waarvoor aan de stemming wordt deelgenomen.

Deze nieuwe maatregel kan tengevolge hebben, dat de beslissing door eene werkelijke minderheid wordt genomen.

Men kan aanvoeren dat de obligatiehouders slechts behoeven aanwezig te zijn en dat, overigens, het ontwerp voorschrijft dat deze bijeenroeping in ruimere mate moet bekendgemaakt worden. Aangezien deze vergaderingen voor hen zeldzaam en ongewoon zijn, kan feitelijk deze bijeenroeping dikwijls aan hunne opmerkzaamheid ontgaan.

Eene andere, hoogst gewichtige wijziging is het intrekken van lid 2 van artikel 92, waardoor bepaald wordt dat de beslissingen, genomen in het geval voorzien bij de n^{rs} 2, 3 en 4 van artikel 91, slechts gelden wanneer het maatschappelijk kapitaal geheel wordt ingevorderd.

Waarom dient dit lid te worden ingetrokken? Behoort het, aan den obligatiehouder toegevingen of opofferingen te vragen zoolang de aandeelhouder niet werd aangezocht om zijne titels vol te storten? Het spreekt vanzelf dat men eerst den aandeelhouder, schuldenaar der vennootschap, moet verplichten, eene verbintenis na te komen, welke bij uitdrukkelijk jegens de vennootschap heeft aangegaan, alvorens eene tegemoetkoming vanwege den obligatiehouder-schuldeischer wordt gevraagd. Door lid 2 van artikel 92 te doen wegvallen begunstigt men dus op onrechtstreeksche wijze de aandeelhouders ten nadeele van de obligatiehouders, voor wie dit lid een dam is tegen de ontijdige aanvragen, welke hun door het beheer der vennootschap mochten gedaan worden.

Moet men daaruit besluiten dat het ontwerp dient afgewezen te worden?

De Middenafdeeling gaat niet zoo verre. Zij erkent met de Memorie van Toelichting dat « beweegredenen, gegrond op de rechtvaardigheid, evenals de zorg voor het algemeen belang het wenschelijk doen voorkomen, dat deze ondernemingen in staat worden gesteld om zich eervol te onttrekken aan den moeilijken toestand waarin zij thans verkeeren. Het is onbetwistbaar dat de bestaande wettelijke bepalingen betreffende de vergaderingen van obligatiehouders, zoowel waar zij de toepassing van de artikelen 89 tot 98 beperken tot de obligatiën, na het in werking treden der wet van 1913 uitgegeven, als waar zij een tamelijk groot aantal instemmenden vereischen voor de beslissingen, door de vergaderingen te nemen, zoo bezwaarlijk kunnen toegepast worden dat zij om zoo te zeggen niet het minste practisch nut opleveren. En, ofschoon de wetten van 1893 en 1913 de vrucht zijn van grondige studiën, schijnt het wenschelijk en zelfs noodzakelijk, in de vreeselijke crisis, welke wij doorworstelen, gezegde bepalingen, althans voorloopig, te herzien.

Doch, indien het past de op dat gebied bestaande wetgeving te verbeteren wat de overdreven zucht naar bescherming der tegenstemmers of der afwezigen betreft, moet men, onzes dunkens, tevens vermijden in het andere uiterste te vallen, te meer daar geen onderscheid wordt gemaakt tusschen de gevallen van slecht beheer en dat van crisis veroorzaakt door de huidige omstandigheden.

De Middenafdeeling neemt dus de weglating van artikel 191, lid 2. aan. Daar de meeste obligatiën vóór de wet van 1913 werden uitgegeven, is het klaar dat, bij gebrek aan deze wijziging, de ontworpen wet haar doel niet zou bereiken en zelfs geen reden van bestaan zou hebben.

In denzelfden gedachtengang, ondanks de bezwaren waarop wij hebben gewezen en de mogelijke misbruiken, meent uwe Middenafdeeling artikel 2 van het ontwerp te kunnen aannemen, wat aangaat de voorwaarden van aanwezigheid en van meerderheid. Wij herhalen het, de beweegredenen, welke de Memorie van Toelichting doet gelden aangaande de zeer wezenlijke moeilijkheden om thans eene vergadering van obligatiehouders te beleggen, welke beraadslagen zou naar eisch van artikel 92 om geldig te beslissen, kunnen de verslapping, welke het wetsontwerp kenmerkt, eenigszins billijken.

Wij zijn echter van meening, dat aan deze bijeenroepingen eene zeer groote richtbaarheid dient te worden gegeven. In dien zin deed het ontwerp een stap vooruit, maar deze schijnt onvoldoende te zijn. Uwe Middenafdeeling stelt dus voor, het eerste artikel aan te vullen door te beslissen dat deze bijeenroepingen in twee dagbladen in elke provincie zullen geschieden.

Het volgend lid van dit artikel, krachtens hetwelk de bijeenroeping der obligatiehouders op naam dient te geschieden door middel van geschreven uitnoodigingen, legt het bewijs van deze formaliteit niet op. Waartoe dient het, maatregelen te nemen, waarvoor geene bekrachtiging bestaat? Het geldt overigens niet eene eenvoudige formaliteit, maar wel een afdoende middel om de bijeenroeping ter kennis van de obligatiehouders op naam te brengen. Zijn deze in 't algemeen weinig talrijk, zoo zal het vervullen van dit vereischte des te gemakkelijker zijn. Het zal dus noodig zijn, door het ontwerp te doen bepalen dat de geschreven uitnoodigingen ter post moeten aangeteekend worden.

Aangaande lid 2 van artikel 92 is de Middenafdeeling van oordeel, dat het moet behouden worden. De Memorie van Toelichting geeft geen uitleg aangaande de noodzakelijkheid of de gepastheid zijner intrekking; er wordt zelfs geene zinspeling op gemaakt, maar het komt in het ontwerp niet meer voor (Art. 2). Deze weglating wordt geenszins gebillijkt; daarover hebben wij reeds onze meening doen kennen.

Over de overige artikelen van het ontwerp is de Middenafdeeling het eens; doch, indien eene herziening der wet van 25 Mei 1913 bij een eerste gelegenheid kan bewerkt worden, zooals de Memorie van Toelichting het schijnt te voorzien, uiten wij den wensch, dat men tevens opnieuw behandelde

de artikelen, waarvan de ontworpen wijziging vooral ingegeven wordt door den voorbijgaanden staat van verwarring en van crisis, waarin het Land zich thans bevindt.

De Verslaggever,

Joz. M. VERACHTERT.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.



Projet de loi.

ARTICLE PREMIER.

L'article 90 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales est remplacé par la disposition suivante :

« Les convocations à l'assemblée générale sont faites par annonce répétée deux fois, à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée, dans le *Moniteur belge*, dans deux journaux de Bruxelles et dans deux journaux de la province ou de l'arrondissement où se trouve le siège social.

Des lettres-missives sont adressées huit jours avant l'assemblée aux obligataires en nom, mais sans qu'il doit être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Quand toutes les obligations sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre recommandée.

L'objet des propositions qui seront soumises à l'assemblée est spécialement indiqué dans la convocation. »

ART. 2.

L'article 92 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales est remplacé par la disposition suivante :

« La société doit mettre à la disposition des obligataires, au début de la réunion, un état des obligations en circulation.

Wetsontwerp.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 90 van de samengeordende wetten betreffende de vennootschappen van koophandel is door de volgende beschikking vervangen :

« De bijeenroepingen tot de algemeene vergadering worden gedaan door middel van aankondigingen met eene tusschenruimte van ten minste acht dagen, en acht dagen vóór de vergadering tweemaal gedrukt in het *Staatsblad*, in twee dagbladen van Brussel en in twee dagbladen in de provincie of in het arrondissement waar de zetel der vennootschap gevestigd is.

Een geschreven uitnodiging wordt acht dagen vóór de vergadering toegezonden aan de houders van obligatiën op naam, doch er moet geen bewijs worden overgelegd van de vervulling dezer formaliteit.

Wanneer al de obligatiën op naam zijn, mogen de oproepingsbrieven eenvoudig bij aangeteekenden brief verzonden worden.

De inhoud der voorstellen, die aan de vergadering zullen worden onderworpen, wordt in de oproepingsbrieven in 't bijzonder vermeld. »

ART. 2.

Artikel 92 der samengeordende wetten betreffende de vennootschappen van koophandel is door de volgende beschikking vervangen :

« De vennootschap moet bij den aanvang der samenkomst een staat van de in omloop zijnde obligatiën ter beschikking van de obligatiehouders stellen.

Texte proposé par la Section centrale.

ART. PREMIER.

L'article 90 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales est remplacé par la disposition suivante :

« Les convocations à l'assemblée générale sont faites par annonce insérée deux fois, à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée, dans le *Moniteur belge* et dans deux journaux de chaque province.

Des lettres missives, recommandées à la poste, sont adressées huit jours avant l'assemblée aux obligataires en nom.

Quand toutes les obligations sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre recommandée.

L'objet des propositions qui seront soumises à l'assemblée est spécialement indiqué dans la convocation. »

ART. 2.

L'article 92 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales est remplacé par la disposition suivante :

« La société doit mettre à la disposition des obligataires, au début de la réunion, un état des obligations en circulation.

Les décisions prises dans les cas prévus par les n°s 2, 3 et 4 de l'ar-

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 90 van de samengeordende wetten op de vennootschappen van koophandel wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De bijeenroepingen tot de algemeene vergadering worden gedaan door middel van aankondigingen tweemaal opgenomen met eene tusschenruimte van ten minste acht dagen en acht dagen vóór de vergadering, in het *Staatsblad* en in twee dagbladen in elke provincie.

Een geschreven uitnodiging, ter post aangeteekend, wordt acht dagen vóór de vergadering toegezonden aan de houders van obligatiën op naam.

Wanneer al de obligatiën op naam zijn, mogen de oproepingsbrieven eenvoudig bij aangeteekenden brief verzonden worden.

De inhoud der voorstellen, die aan de vergadering zullen worden onderworpen, wordt in de oproepingsbrieven in 't bijzonder vermeld. »

ART. 2.

Artikel 92 der samengeordende wetten op de vennootschappen van koophandel wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De vennootschap moet bij den aanvang der vergadering een staat der in omloop zijnde obligatiën ter beschikking van de obligatiehouders stellen.

De beslissingen, genomen in de gevallen voorzien bij de n°s 2, 3 en 4

Projet de loi.

L'assemblée ne peut valablement délibérer que si ses membres représentent la moitié au moins du montant des titres en circulation.

Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibère valablement quelle que soit la portion représentée du montant des titres en circulation.

Aucune proposition n'est admise que si elle est votée par des membres représentant ensemble, par eux-mêmes ou par leurs mandants, les trois quarts au moins du montant des obligations pour lesquelles il est pris part au vote.

Toutefois, les conditions de présence et de majorité spécifiées ci-dessus ne sont pas requises dans les cas prévus par les numéros 5 et 6 de l'article précédent.

Les décisions, dans les cas susdits, peuvent être prises à la simple majorité des titres représentés. »

ART. 3.

L'article 94 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales est remplacé par la disposition suivante :

« Les dispositions du premier alinéa de l'article 74 relatives aux délibérations, aux votes et aux procès-verbaux des assemblées générales d'actionnaires, ainsi que les

Wetsontwerp.

De vergadering kan alleendangeldig beraadslagen wanneer de aanwezige leden ten minste de helft van het bedrag der in omloop zijnde titels vertegenwoordigen.

Wordt deze voorwaarde niet vervuld, dan is eene nieuwe oproeping noodig, en de nieuwe vergadering beraadslaagt op geldige wijze, welk deel van het bedrag der in omloop zijnde titels vertegenwoordigd zij.

Geen enkel voorstel wordt aangenomen, indien het niet gestemd is door leden die te zamen, door zichzelf of door hunne lastgevers, ten minste drie vierden vertegenwoordigen van het bedrag der obligatiën, welke bij de stemming in aanmerking komen.

De hierboven aangeduide voorwaarden van aanwezigheid en van meerderheid worden echter niet vereischt in de gevallen, bij de nummers 5 en 6 van het vorig artikel voorzien.

In die gevallen mogen de beslissingen genomen worden bij eenvoudige meerderheid der vertegenwoordigde titels. »

ART. 3.

Artikel 94 der samengeordende wetten op de vennootschappen van koophandel wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Het bepaalde in het eerste lid van artikel 74 betreffende de beraadslagingen, de stemmingen en de processen-verbaal der algemeene vergaderingen van aandeelhouders,

Texte proposé par la Section centrale.

Article précédent ne sont valables que si le capital social est entièrement appelé.

(La suite de l'article comme au projet.)

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

van het vorig artikel, gelden alleen indien het maatschappelijk kapitaal geheel wordt opgevorderd.

(Het overige zooals in het ontwerp van de Regeering.)

ART. 3.

(Comme au projet du Gouvernement.)

ART. 3.

(Zooals in het ontwerp van de Regeering.)

Projet de loi.

dispositions des statuts relatives aux formalités nécessaires pour y être admis, sont applicables aux assemblées générales des obligataires. »

ART. 4.

L'alinéa 2 de l'article 191 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales est abrogé.

L'alinéa 3 de cet article est rédigé comme suit :

« Toutefois, l'article 100 n'est pas applicable aux obligations émises antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi. »

Wetsontwerp.

alsmede het bepaalde in statuten betreffende de vormvereischten om daartoe te worden toegelaten, zijn van toepassing op de algemeene vergaderingen van de obligatiehouders. »

ART. 4.

Lid 2 van artikel 191 der samengeordende wetten op de vennootschappen van koophandel wordt ingetrokken.

Lid 3 van dit artikel wordt gelezen volgt :

« Artikel 100 is evenwel niet van toepassing op de obligatiën uitgegeven vóór het in werking treden van deze wet. »



Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

ART. 4.

(Comme au projet du Gouverne-
ment.)

ART. 4.

(Zooals in het ontwerp van de
Regeering.)

